



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



**PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL
(SWEDD-BENIN)**

TERMES DE RÉFÉRENCE

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ÉLABORATION DES
DOCUMENTS JURIDIQUES DE FACILITATION DE LA VULGARISATION
ET DE SENSIBILISATION DU CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL DE
PROTECTION DES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES AU BÉNIN**

Avril 2022

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Projet d'Autonomisation des femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) qui regroupe neuf (09) pays du sahel dont le Bénin, vise à accélérer la transition démographique et à réaliser les objectifs plus larges, qui consistent à assurer la capture du dividende démographique et à réduire les inégalités liées au genre. Ce projet trouve son ancrage dans le pilier 3 du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG II) qui vise à accroître durablement le bien-être social des populations d'ici à 2026. Le Gouvernement du Bénin a donc obtenu un financement de la Banque mondiale pour sa mise en œuvre. Il comprend trois (3) composantes : l'autonomisation des femmes et des filles à travers le renforcement de leur capacité économique et l'appui à l'amélioration du maintien de la jeune fille dans le cursus scolaire ; le renforcement de l'accès des populations aux Services de la Santé Maternelle, Infantile, Reproductive et de la Nutrition (SRMIN) ; le Développement des capacités d'analyse et de plaidoyer sur le dividende démographique au niveau national.

La deuxième phase du projet SWEDD inscrit en bonne place, dans la composante 3, le renforcement par les pays participants et les institutions panafricaines, des cadres juridiques qui assurent la promotion des droits des femmes à la santé et à l'éducation, avec l'exécution de plans d'action visant à renforcer la législation, consolider les capacités judiciaires et promouvoir la connaissance et l'application de la législation existante. À cet effet, une première rencontre régionale sur les cadres juridiques relatifs à l'autonomisation des femmes et des filles entre les pays participant au projet SWEDD a été organisée en février 2019, dans le but de partager les bonnes pratiques, d'identifier des lois néfastes à la promotion de la femme et discuter sur comment promouvoir l'application des lois existantes et favorables aux femmes dans les zones vulnérables du projet. Cette initiative a posé les bases d'un cadre collaboratif entre juristes impliqués dans le renforcement de l'application des lois existantes et les réformes juridiques de leur pays. Le volet juridique du SWEDD apparaît donc comme une réponse aux difficultés d'application des textes protégeant les droits des femmes et des filles.

Le SWEDD, dans l'opérationnalisation de son volet juridique, recommande la désignation d'experts en droit capables de contribuer à l'amélioration et à la valorisation du cadre juridique des pays, à travers des actions novatrices comme l'élaboration et la vulgarisation de recueils de décisions de justice, accessibles à tous. Le Bénin a donc procédé, le mardi 8 juin 2021, à l'installation officielle des membres de son équipe juridique. Le Plan de travail annuel de cette équipe qui comprend des activités visant à renforcer la législation, à consolider les capacités judiciaires et à promouvoir la connaissance et l'application de la législation existante, a été adopté et l'une des activités à réaliser est le recrutement d'un (e) consultant (e) pour l'élaboration des documents juridiques de facilitation de la vulgarisation et de sensibilisation du cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles au Bénin.

C'est dans ce contexte que s'inscrit les présents termes de référence.

2. Objectifs

2.1. Objectif général

L'objectif général est le recrutement d'un (e) consultant (e) pour élaborer un catalogue annuel de la jurisprudence béninoise, un recueil de textes juridiques et un manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin. Il travaillera en étroite collaboration avec le Point focal de l'équipe juridique.

2.2. Objectifs spécifiquement

Les objectifs spécifiques sont de :

- élaborer le catalogue annuel de la jurisprudence béninoise relative à la protection des droits des filles/femmes, notamment les VBG, les violences domestiques, les viols sur mineur ;
- produire le recueil de textes (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes ;
- élaborer le manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
- présenter les projets de catalogue annuel, de recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ;
- appuyer l'organisation d'un atelier de validation par tous les acteurs de protection des droits des filles et des femmes, les chefs traditionnels et religieux, les acteurs de la société civile, l'équipe juridique et l'UGP ainsi que les ministères sectoriels, des projets de catalogue annuel, du recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
- prendre en compte les observations et recommandations issues de l'atelier de validation ;
- rédiger le rapport final succinct présentant les résultats de la consultation incluant les trois documents produits en annexe.

3. Résultats attendus

Les résultats attendus du processus de recrutement sont :

1. le catalogue annuel de la jurisprudence béninoise relative à la protection des droits des filles/femmes est élaboré ;

2. le recueil de textes (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes est élaboré ;
3. le manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin est élaboré ;
4. les projets de catalogue annuel, de recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin sont présentés à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ;
5. l'atelier de validation des projets de catalogue annuel, du recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin est organisé ;
6. les observations et recommandations issues de l'atelier de validation sont prises en compte ;
7. le rapport final succinct présentant les résultats de la consultation incluant les trois documents produits en annexe est rédigé.

4. Qualifications et compétences requises

Le consultant devra être un cabinet/Firme ayant moins (05) années d'expérience professionnelle et disposant des compétences avérées dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille. Il devra avoir d'expérience en élaboration d'ouvrages juridiques.

Le personnel du cabinet doit :

- avoir un diplôme de Master 2 en Droit privé ou Droits de l'homme ;
- avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille ;
- avoir participé au moins une fois à l'élaboration d'un ouvrage juridique ;
- avoir une grande capacité de compréhension et d'analyse des décisions rendues par les différents tribunaux du Bénin ;
- avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires de formation. Il doit être à même de travailler sous pression ;
- avoir de bonnes capacités de communication orales et rédactionnelles et un excellent niveau en français oral et écrit ;
- faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité face aux différences entre individus (sexe, âge, etc.) ;
- avoir de bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe ;

- avoir une capacité avérée à fournir du travail de haute qualité dans les délais.

5. Lieu et durée de la mission

La mission se déroulera sur l'ensemble du territoire national.

La durée de la mission est de cent soixante-cinq (165) jours ouvrables de travail.

Livrables	Activités/Tâches	Nbre de jours	Durée	Deadline
Catalogue annuel de la jurisprudence béninoise relative à la protection des droits des filles/femmes.	Rechercher et identifier les décisions rendues	33	60 jours	1 ^{er} juil.-1 ^{er} sept 2022
	Classer les différentes décisions par thématique	7		
	Élaborer l'avant-projet de catalogue annuel de ces décisions de justice	10		
	Présenter l'avant-projet de catalogue de jurisprudence à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin	1		
	Prendre en compte les observations	2		
	Appuyer l'organisation d'un atelier de validation	2		
	Prendre en compte les observations et recommandations	3		
	Rédiger le rapport final et déposer avec le projet de catalogue validé	2		
Recueil des textes (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes	Recenser les textes juridiques (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes	15	45 jours	05 sept-21 oct 2022-
	Classification des textes par force juridique ou niveau de protection	7		
	Élaborer l'avant-projet de recueil de textes juridiques	12		
	Présenter l'avant-projet de recueil des textes juridiques à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin	1		
	Prendre en compte les observations	3		

	Appuyer l'organisation d'un atelier de validation	2		
	Prendre en compte les observations et recommandations	3		
	Rédiger un rapport final et déposer avec le projet de recueil de textes validé	2		
Manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice	Une revue documentaire pour recueillir les moyens juridiques et voies de recours déjà en vigueur et celles contenus dans les nouveaux textes votés	10	60 jours	21 oct-21 déc 2022
	Recenser les structures de protection des droits des filles et des femmes	5		
	Recenser les procédures de saisine des voies de recours	10		
	Hiérarchiser les voies de recours suivant la proximité avec la population	10		
	Élaborer le manuel simplifié	10		
	Présenter l'avant-projet de manuel simplifié à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin	1		
	Prendre en compte les observations	4		
	Appuyer l'organisation d'un atelier de validation	3		
	Prendre en compte les observations et recommandations	5		
	Rédiger un rapport final et déposer avec le projet de manuel simplifié validé	2		